

NUMERO 522

Je n'aurais manqué un Séminaire pour rien au monde— PHILIPPE SOLLERS
Nous gagnerons parce que nous n'avons pas d'autre choix — AGNÈS AFLALO

www.lacanquotidien.fr

Lacan Quotidien



Gréférendum donc

par Réginald Blanchet



Les dés sont jetés. Le référendum annoncé par le Premier ministre grec Alexis Tsipras, contre toute attente, dans la nuit du 26 au 27 juin, aura bien lieu le dimanche 5 juillet. Rien dans les négociations menées opiniâtrement pendant les cinq mois suivant son accession au pouvoir ne laissait prévoir un tel aboutissement. Que s'est-il donc passé pour que Tsipras décide d'avoir subitement recours à un référendum ? La conjoncture qui a mené à la décision éclaire ses enjeux et dévoile sa véritable nature.

Engagé dans des négociations qui étaient loin de lui être favorables, ayant dû reculer sur à peu près toutes les « lignes rouges » tenues pour non négociables de son programme de gouvernement, Tsipras s'est soudain trouvé en porte-à-faux avec son parti. Il avait réussi à lui faire avaliser, le 21 juin, les mesures d'austérité, bien qu'il n'ait pas eu de mots assez durs pour les condamner lorsqu'elles avaient été adoptées par ses prédécesseurs au titre des « plans de sauvetage » de l'économie d'un pays surendetté et insolvable. Pourquoi donc soudain se retirait-il de la table de négociations ? C'est qu'il devint évident qu'avec les nouvelles

mesures que venait de lui imposer la Troïka, dans la semaine qui suivit le 21 juin, il n'arriverait plus à faire passer la pilule à son parti, ni d'ailleurs à son allié au pouvoir, le parti de la droite dure, nationaliste et souverainiste. Il décida alors de s'en remettre au « peuple », l'appelant à s'exprimer directement par référendum sur les enjeux en discussion avec les partenaires européens.

La question posée à l'électeur porte sur le fait de savoir s'il approuve, oui ou non, les dispositions proposées par les « institutions » (la Commission européenne, la Banque Centrale Européenne et le Fonds Monétaire International) consignées dans le document qui fut remis au gouvernement grec au lendemain du 21 juin. Mais aussitôt la décision prise du recours au référendum, les Européens faisaient savoir que le texte en question était caduc et n'était plus sur la table de négociations. Voici donc le premier point qui caractérise ce référendum : il porte sur un document qui est retiré de la négociation. Sur quoi porte dès lors le oui ou le non sollicités auprès des électeurs ? Eh bien, s'ils votent « non », ils diront qu'ils s'opposent à la politique d'austérité et d'humiliation menée par l'Europe à l'égard de la Grèce. Ils diront, comme Tsipras vient de le préciser encore aujourd'hui même, qu'ils appellent de leurs vœux des mesures « vivables » aptes à redresser l'économie du pays. Celles-ci ne sont pas précisées. Elles sont laissées à la discrétion du gouvernement. On peut se demander dès lors si l'on est encore dans le cadre constitutionnel référendaire qui stipule que doit être posée une question simple et précise. Ne serait-on pas déjà dans l'ordre du plébiscite ? Ne serait-ce pas cela le véritable enjeu du vote ?



En effet, le vote « non » ne porte sur aucune question précise. Il porte sur une orientation politique générale. Ce qui est proposé à nouveau à la sanction du corps électoral, c'est la politique d'austérité et d'humiliation imposée par les créanciers du pays. C'est un *remake* de la campagne électorale qui a mené Syriza au pouvoir. À peine lancée la procédure référendaire – il ne faudra pas s'étonner du paradoxe, qui n'est qu'apparent –, Tsipras soumettait aux créanciers de « nouvelles » propositions de réformes à entreprendre pour assainir l'économie du pays et la rendre plus compétitive. Or, ces propositions ne sont autres, à très peu près, que celles qui, trois jours avant, venaient d'être dénoncées par le gouvernement grec comme inacceptables et qui avaient motivé son départ de la table de négociations. Difficile alors de suivre la logique de l'affaire si l'on ne s'avise pas que la démarche n'a d'autre but que de montrer aux électeurs grecs que leur gouvernement est attaché à l'Europe et à l'euro, qu'il

est décidé à tout faire pour demeurer dans ce cadre, qu'il ne courra pas l'aventure de faire cavalier seul, de retourner à la drachme, à l'inflation qui s'ensuivrait et sans doute au fracas économique qui ne manquerait pas de se produire, tout au moins dans les premiers temps, nous disent les experts, unanimes sur ce point. C'est que l'électorat est, en effet, très majoritairement attaché à l'Europe et à l'euro. C'est pourquoi le leitmotiv de la campagne menée actuellement pour le « non » au référendum par le gouvernement de Syriza n'est ni plus ni moins celui de sa campagne électorale, à savoir la promesse d'une politique anti-austérité alliée au maintien du pays dans l'euro.

Or, c'est justement ce qui, dans l'état actuel de l'orientation de la politique européenne, est strictement inconciliable. À cet égard, si l'Europe et le FMI admettent, chichement certes, quelques aménagements, le fond de la politique économique qu'ils imposent reste foncièrement de type néo-libéral, qui implique récession et chômage massif. Syriza rêvait de subvertir cette Europe-là. Mais il est bien seul, pour ne pas dire le seul. Alors quoi ? Le choix est cornélien : il ne se pose plus entre faire des sacrifices et ne pas en faire, mais quels sacrifices consentir sachant qu'en euro ou en drachme, ils seront très lourds. Pour le parti qui avait promis une sortie assurée de la crise, c'est l'impasse. Il ne peut être le sauveur qu'il se voulait être. Le voilà réduit à la posture de gestionnaire de la crise, d'une crise infernale dont personne ne possède la clé. Il ne reste plus au parti au pouvoir que la ressource d'apparaître comme la force qui tient tête contre vents et marées à l'Europe, et qui sauve ce faisant l'honneur d'un peuple accablé et humilié. Le vote « non » qu'il soutient avec acharnement prend valeur de défi lancé aux puissances dominantes de l'Europe. Mais quelle valeur autre qu'incantatoire peut avoir cette opposition dès lors que le pays, pour survivre, a besoin de l'argent de ses créanciers ? La revendication de la dignité et de la souveraineté est condamnée à demeurer à l'état d'hymne de protestation d'un pays réduit à l'impuissance devant une situation inextricable.

Mais cette politique d'illusions sciemment entretenue par Syriza au pouvoir n'est pas sans conséquence. Elle implique d'imputer tous les malheurs du pays à la méchante Europe et à l'impitoyable Allemagne qui la domine. Ce n'est pas sans raison. La politique européenne appelle en effet à être revue dans son principe. Elle aussi est confrontée à l'impasse du cercle vicieux. C'est ce que nombre d'économistes et d'experts ne cessent de seriner sur tous les tons. Dominique Strauss-Kahn, le dernier en date, fait des propositions novatrices en ce sens. Ce n'est pas dire que les efforts et les sacrifices qu'elles impliquent en seraient amoindris pour autant. Tout du moins auraient-ils l'avantage, peut-on espérer, de ne pas être faits en pure perte.

Tsipras prétend que fort d'un « non » puissant à l'Europe de l'austérité, il sera mieux placé pour négocier. Rien n'est moins sûr. Car, la perspective qui semble s'accréditer de plus en plus auprès des 18 partenaires de l'Eurogroupe est bien celle du *Grexit*. Le *Gréférendum*, à supposer qu'il se conclue par le plébiscite que souhaite Tsipras, risque fort d'être d'un bien piètre recours. En revanche, sur le plan intérieur, il s'annonce porteur de graves dissensions. Elles pourraient bien s'avérer fatales à la survie du gouvernement de la gauche radicale. Car le « non » à l'Europe de l'austérité signifie, pour un certain nombre de ses partisans, leur volonté



de quitter l'euro sinon l'Europe elle-même. D'autres souhaitent une plus grande indépendance sinon une souveraineté pleine et entière de la Grèce au sein de l'Union européenne ce qui contrevient au principe même de son existence. Enfin un certain nombre d'activistes bruyants au sein du parti rêvent toujours de rupture avec le capitalisme. Le défi pour Tsipras est simple : comment donner satisfaction à des « non » aussi disparates ? N'est-ce pas là à nouveau se condamner toujours à reconduire un numéro d'illusionniste ? Il se pourrait qu'à la faveur des déconvenues qui s'annoncent, le roi apparaisse cette fois bien nu et le sauveur un prestidigitateur bien proche de l'imposteur malgré lui.



C'est à l'opposé que les partisans du « oui » interprètent la question supposée du « référendum ». Elle s'énonce en ces termes : oui ou non à l'euro ? Ou plus clairement encore, comme le traduisait Angela Merkel : l'euro ou la drachme ? La disparité des questions qui se posent pour les deux camps montre, si besoin en était, combien ledit référendum est loin d'être le même pour tous. Comment dès lors appréciera-t-on à leur juste valeur les suffrages exprimés ? Comment appréciera-t-on la signification des abstentions ? Un nombre non négligeable d'électeurs, contestant la validité constitutionnelle de ce référendum ainsi libellé, ont en effet décidé de ne pas y participer. Le Conseil d'État vient d'ailleurs d'être saisi de la légalité de la procédure référendaire qui, non contente de poser une question ouverte à des sens multiples et contradictoires, se déroulera dans le temps éclair d'à peine une semaine. On pourrait penser que la délibération démocratique portant sur un enjeu aussi crucial pour le pays aurait exigé de prendre le temps de la réflexion et du débat contradictoire. Mais s'agit-il vraiment de cela ? L'enjeu n'est-il pas bien plutôt de crier à la face du monde un non à l'insupportable ? Voit-on véritablement plus loin ? Le veut-on, le peut-on ? Le gouvernement lui-même peut-il davantage ? S'appliquer à jouer au plus fin, comme il a voulu le démontrer tout au long de ces cinq longs mois de pourparlers, ne suffit plus à dissimuler son désarroi. La ligne chaotique de sa conduite, ses revirements et ses palinodies le montrent à l'envi. Le recours au référendum ne dit pas autre chose.

Tsipras veut croire qu'il sera en meilleure position pour négocier avec l'Europe. Cela apparaît peu probable. Ce qui est sûr en revanche, c'est que le non qu'il a demandé aux électeurs d'exprimer avec force l'engagera lui-même. Pourra-t-il s'en défaire ? Sera-t-il en mesure de défendre la multitude de concessions qu'il a d'ores et déjà acceptées en contradiction flagrante avec la politique anti-austérité qu'il a promise ? Pire, pourra-t-il juguler l'effet de déception, de polarisation et de division que le recours à des expédients politiques

comme ce référendum ne sera pas sans provoquer dans le pays ? C'est là ce que redoutent au plus haut point les Grecs et qui les angoisse. Car ils voient revenir, impuissants, le spectre des déchirements qui ont gravement blessé la Grèce dans la seconde moitié du siècle dernier. Ils s'en voient déjà prisonniers. La véhémence des discussions politiques qui se déroulent aujourd'hui sur la place publique et l'âpreté de l'expression des divergences de vues qui opposent les uns et les autres, y compris au sein des familles, les en a d'ores et déjà avertis.

Chacun perçoit que la situation, par où qu'on la prenne, est à proprement parler impossible : impossible à traiter logiquement et impossible à supporter. Autant dire que ce réel en voie de se désarrimer embrase déjà les passions. Tous l'appréhendent. Tous voient monter la violence de la colère. Celle-ci s'exprime de façon plus aigüe chez les partisans du non. Les analysants en témoignent tous sans exception et de façon poignante. De quelle démesure pourrait-ce être le présage ? Seulement crier, s'égosiller, dénoncer, s'insurger, cela ne suffira sans doute pas à satisfaire la pulsion de déliaison. Faudra-t-il en venir à s'étriper ? C'est la question. Tout le reste n'est, en l'état actuel des choses, que piètre semblant, à commencer par ce *Gréférendum* qui fait pâle figure de symptôme. Au vrai, interprète Jacques-Alain Miller : « Tsipras a joué au "Peut-il me perdre ?" (Lacan). Et l'Autre a répondu : oui. »



Y a-t-il du sacré sans sacrifice ?

par Philippe De Georges

« Je n'ai pas d'autre dette à payer que ma dette à la Nature,
et tout ce que je lui demande c'est de patienter »

Laurence Sterne, *Tristram Shandy*

On ne peut pas aborder la notion de sacré sans un certain tremblement. Et tout autant du sacrifice et de sa fonction. N'est-ce pas ce devant quoi on recule, par terreur ou fascination ? C'est en tout cas ce que met à l'étude Marcel Hénaff (1) dans ses travaux sur le don. Reste selon lui toujours en jeu la problématique de la dette qu'il s'attache à distinguer de la faute et de la culpabilité comme des rites sacrificielles.

I. Don

Hénaff prête une attention particulière à ce qui, à un titre ou un autre, ne rentre pas dans le champ exploré par Marcel Mauss (2) en termes de *don et contre-don*. Il note en cela deux registres où le don échappe radicalement tant à l'économie, qu'à l'échange. L'un est le registre de la grâce, comme don absolument gratuit et excluant toute forme de contrepartie. L'autre est celui du sacré.

Sacra, chez les Romains, comme *Xoana* chez les Grecs : ainsi sont nommés les biens qu'on n'échange jamais. C'est là pour ces objets une propriété essentielle, et ce n'est pas par hasard qu'en notre époque, qui est précisément celle de l'échange généralisée, de l'évaluation, de l'équivalence universelle des choses en termes de prix et de marchandisation globale, le sacré se trouve réinterrogé (ou nié).

Partout où les ethnologues et les anthropologues repèrent de tels objets inaliénables, ils en viennent à considérer que leur principale fonction est de symboliser l'identité du groupe en son principe et en son fondement. Ils sont vécus comme éléments de l'identité du groupe, inaliénés et inaliénables et source de pouvoir. Aussi universels que l'échange, ces biens qui en sont l'envers ou la négation, font trace et mémoire des ancêtres et des dieux protecteurs de la communauté. Ils n'entrent donc pas dans les relations horizontales, destinées à établir et renforcer alliances et lien social. Ils sont pris au contraire dans le rapport entre les dieux et les hommes, dont ils fondent l'existence (3). Ils font signe de ce que la vie, parce qu'elle est donnée, n'a ni valeur ni prix.

Comme tels, et pour l'exemple, les *sacra* des Romains commémorent le don originel, celui du fondement, le don intransitif de la vie elle-même. Ils plongent donc dans des temps immémoriaux, un passé insondable. Ils sont ainsi le symbole de la source de la dette inépuisable des humains, à quoi ne peut répondre que l'offrande et la prière. Hénaff fait de ce caractère énigmatique une forme « d'arche d'alliance ».



Voilà donc le don, gratuit, unilatéral, inconditionné et sans prix ; immérité et sans compensation. Il relève de la grâce et fonde le sacrifice qui en est le corollaire et régénère à chaque fois l’alliance. Le don fait dette. Non pas de rendre – puisque c’est impossible. Mais de donner à son tour. On sacrifie aux dieux électivement ses prémisses, et aux ancêtres en perpétuant le fait de procréer. Un texte brahmanique le dit très simplement : « L’homme, aussitôt qu’il naît, naît comme une dette due à la mort. Quand il sacrifie, il rachète sa personne à la mort ». La mère de Freud ne disait pas autre chose à son fils (« Tu dois rendre ta vie à la nature (4)), ainsi que Socrate à ses compagnons (« Criton, nous devons un coq à Asclépios » (5)).

II. Sacrifice

Le sacrifice apparaît, nous dit-on, il y a à peu près 10 000 ans. Il est ainsi contemporain de la sédentarisation et de l’invention de l’agriculture. Il suppose une organisation symbolique du monde (Cosmos) verticale, au sommet de laquelle trônent ancêtres et dieux. On sacrifie l’animal élevé, non capturé ou chassé, non la proie, qui est comme un substitut de l’éleveur lui-même : la victime est un proche.

Le phénomène sacrificiel n’est pas universel, donc, puisque lié à certaines formes sociales et daté historiquement.

Quand Marcel Hénaff essaie d’en trouver la logique, il indique deux pistes différentes. Il évoque bien sûr la nécessité d’associer les dieux à la fécondité des cultures et des troupeaux, puisque l’agriculture est une captation d’une part du pouvoir de produire la vie. Mais le motif plus profond peut être une forme de renoncement (6). Le sacrifice apparaît comme un geste inconditionnel, don pur qui serait fait au nom de valeurs qui dépassent le profit et l’intérêt individuel. Mais ce renoncement, qui est en quelque sorte une cession de jouissance, ne convient selon lui qu’à l’aire occidentale.

Il lui semble que dans un champ plus vaste, le sacrifice est bien vécu comme réponse au don divin de la vie, qui fait dette, indépendamment de toute notion de faute.

C’est ici qu’Hénaff distingue le sacrifice du *sacer* latin, c’est-à-dire de la personne qui est bannie de la communauté, du fait de la souillure ou du crime. Il note ainsi qu’il n’y a, ni en grec ni en sanskrit (d’après Benveniste), de racine pour désigner le sacrifice, bien que la pratique existe. C’est donc la dette qui prime.

III. Faute

Il existe pourtant une tradition vaste et puissante qui lie d'une façon ou d'une autre dette et faute, sacrifice et expiation : la nôtre. Ainsi Nietzsche écrit-il : « Le sentiment de la dette envers la divinité n'a cessé de croître pendant des milliers d'années dans la même proportion où l'idée de Dieu s'est développée sur terre » (7). Le christianisme serait l'aboutissement de cette progression et l'athéisme serait de se libérer de toute obligation envers l'origine.

Le lien entre dette et faute, devoir et culpabilité, a le caractère d'évidence pour les lecteurs germanophones de Nietzsche, l'allemand ayant le même mot (*Schuld*, qui donne *schuldig* : coupable et débiteur) pour la faute et la dette. Mais Hénaff relativise l'intuition nietzschéenne et sa portée, du fait que cette identité (qui est plus qu'une parenté !) ne se retrouve pas dans d'autres langues. Si le français utilise le mot devoir, qui parle aussi bien de ce qui est dû que de l'obligation morale, ces cas sont isolés. En sanskrit comme dans le Vêda, la dette est distincte de la faute et son nom est sans étymologie, sans origine et sans explication (8).

C'est en fait le mythe de la Chute, qui inaugure l'association des deux registres aboutissant à la figure du Crucifié.



IV. Actualité

Hénaff, après avoir étudié ce à quoi sert le sacrifice, n'est pas sans interroger ce qu'il en est de notre temps. Pour lui, si la société peut bien s'en passer, ce n'est pas sans « un déficit symbolique qui constitue le problème majeur des démocraties modernes » (9).

Nous posons pour acquis le déclin du sacrifice, qui suppose que d'autres organisateurs et régulateurs de l'écart entre nature et culture ont pris le relais. Ainsi du savoir rationnel et des techniques de transformation, qui semblent avoir pris en charge sa fonction symbolique. Ce passage ne s'est pas fait sans perte, d'une certaine poésie sans doute, qui alimente une part de la nostalgie de ces temps. Mais aussi de la puissance tragique qui peut toujours faire retour.

La question telle qu'elle se pose à nous a pris la forme d'un certain espoir, dont la Révolution française sans doute, et les Lumières, sont porteuses : celle d'exonérer l'humanité – c'est-à-dire nous-mêmes – de toute nécessité d'holocauste. C'est sans doute ce qui explique la passion qui est aussitôt soulevée, dès que se trouvent en question le sacré et le sacrifice, les rites et la religion, la laïcité et le divin. Le blasphème est le nœud de cette passion, soit que d'un côté des mots et des choses soient dites intouchables sous peine des pires châtiments, soit qu'il paraisse impérieux, de l'autre côté, de profaner ce qui est le sacré des uns. Les uns appellent à la mort contre les sacrilèges, les autres veulent défier l'ombre du Commandeur (des croyants). D'où l'anecdote qu'on voudrait pouvoir dire comique, des Gardiens de la Révolution en Iran, organisant un festival de caricatures sur La Shoa, après l'attentat de Charlie.

Reste la question que Lacan traite à sa façon, avec la métaphore shakespearienne de la *Livre de chair*. Soit celle d'une dette et d'une nécessaire cession.

Les anthropologues nous fournissent des pistes qui vont bien en ce sens. Ainsi Maurice Godelier souligne-t-il, pour les exemples qu'il en a approchés, que l'objet sacré, obscur et voilé, symbolise une part de l'Autre jouissance. Ils contiennent le pouvoir qu'ont les femmes d'enfanter. C'est pourquoi ils peuvent avoir été volés aux femmes par les hommes, et mis sous cette forme au service de la communauté. « Finalement, un objet sacré est un objet matériel qui représente l'irreprésentable » (10). D'où sans doute aussi le fait que la matérialité de ces objets précieux entre tous soit celle de simples rebuts et déchets (ici, par exemple, une pierre noire et un os d'aigle entourés de bandelettes d'écorce). Pensons aux reliques de saints et aux morceaux de la Croix du Christ... Le caractère sublime n'a rien à faire du beau, et la dimension agalmatique n'est que l'autre face du reste.

Lecteurs de Freud, nous sommes sensibles à ce qu'il nous dit de tout cela, dès l'*Esquisse*. L'idée nous est familière que la jouissance est coupable, par son excès, son inutilité, son caractère autiste. L'*infans* ne jouit-il pas aussi bien *grâce à*, qu'*aux dépens* de l'Autre ? Nous pouvons aussi bien penser que le complexe du prochain pousse à la dette comme à la culpabilité. Si j'éprouve cette détresse, que je souffre de l'absence de l'Autre, qu'il me manque, je peux bien en accuser son caprice. Mais je peux m'en rendre responsable aussi, l'un n'empêchant pas l'autre. D'où ce que Freud situe en deçà de toute angoisse : la peur de perdre l'amour de l'Autre, qui vaut tant de sacrifice.

Comme dit Lacan : « l'Autre n'existant pas, il ne me reste qu'à prendre la faute sur Je, c'est-à-dire à croire à ce à quoi l'expérience nous conduit tous, Freud en tête : au péché originel. » (11)

1 : Hénaff M., *Le prix de la vérité*, Seuil 2002, p. 267.

2 : Mauss M., *Essai sur le don*.

3 : Godelier M., *L'énigme du don*, Flammarion, 2002.

4 : Freud S., *Die Traumdeutung*, « Le rêve des trois Parques », chapitre 1^{er} : « Le matériel d'origine infantile, source du rêve ».

5 : Platon, *Le Phédon*.

6 : Hénaff M., *Le prix de la vérité*, *op. cit.*, p. 211.

7 : Nietzsche F., *Généalogie de la morale*, chapitre XX.

8 : Hénaff M., *Le prix de la vérité*, *op. cit.*, p. 280.

9 : Hénaff M., *Le prix de la vérité*, *op. cit.*, p. 205.

10 : Godelier M., *Au fondement des sociétés humaines*, Albin Michel, 2007.

11 : Lacan J., « Subversion du sujet et dialectique du désir », *Écrits*, Seuil, 1966, p. 820.

Lacan Quotidien

publié par navarin éditeur

INFORME ET REFLÈTE 7 JOURS SUR 7 L'OPINION ÉCLAIRÉE

comité de direction

directrice de la rédaction [catherine lazarus-matet](mailto:catherine.lazarus-matet@wanadoo.fr) clazarusm@wanadoo.fr

directrice de la publication [eve miller-rose](mailto:eve.miller-rose@gmail.com) eve.navarin@gmail.com

conseiller [jacques-alain miller](mailto:jacques-alain.miller@wanadoo.fr)

▪ comité de lecture

pierre-gilles gueguen, catherine lazarus-matet, jacques-alain miller, eve miller-rose, eric zuliani

▪ équipe

édition [cécile favreau](#), [luc garcia](#)

diffusion [éric zuliani](#)

designers [viktor&william francboizel](#) ywfbzl@gmail.com

technique [mark francboizel & olivier ripoll](#)

médiateur [patachón valdès](#) patachon.valdes@gmail.com

▪ suivre Lacan Quotidien :

▪ ecf-messenger@yahoogroupes.fr ▫ liste d'information des actualités de l'école de la cause freudienne et des acf ▫ responsable : éric zuliani

▪ pipolnews@europsychoanalysis.eu ▫ liste de diffusion de l'eurofédération de psychanalyse
▫ responsable : gil caroz

▪ amp-uqbar@elistas.net ▫ liste de diffusion de l'association mondiale de psychanalyse
▫ responsable : oscar ventura

▪ secretary@amp-nls.org ▫ liste de diffusion de la new lacanian school of psychoanalysis
responsables : Florencia Shanahan et Anne Béraud

▪ EBP-Veredas@yahoogrupos.com.br ▫ uma lista sobre a psicanálise de difusão privada e promovida pela AMP em sintonia com a escola brasileira de psicanálise ▫ moderator : patricia badari
▫ traduction lacan quotidien au brésil : maria do carmo dias batista

POUR ACCEDER AU SITE LACANQUOTIDIEN.FR [CLIQUEZ ICI.](#)

• *À l'attention des auteurs*

Les propositions de textes pour une publication dans Lacan Quotidien sont à adresser par mail (catherine lazarus-matet clazarusm@wanadoo.fr) ou directement sur le site lacanquotidien.fr en cliquant sur "proposez un article",

Sous fichier Word ▫ Police : Calibri ▫ Taille des caractères : 12 ▫ Interligne : 1,15 ▫

Paragraphe : Justifié ▫ Notes : à la fin du texte, police 10 •

• *À l'attention des auteurs & éditeurs*

Pour la rubrique Critique de Livres, veuillez adresser vos ouvrages, à NAVARIN

ÉDITEUR, la Rédaction de Lacan Quotidien – 1 rue Huysmans 75006 Paris.